

Voeu pour le CI/CA

Nous, représentant.es des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation du lycée XXXXXX , dénonçons la mise en place du pacte destiné à pallier les défaillances de l'État en matière de remplacement.

Nous dénonçons le discours mensonger du président de la République : toutes les absences ne seront pas systématiquement remplacées à la rentrée grâce au pacte. C'est un leurre pour les parents d'élèves et l'opinion publique qui traduit une grande méconnaissance de nos établissements et un profond mépris pour la dimension pédagogique de nos métiers : **comme si un remplacement pouvait s'improviser au pied levé.**

Ce n'est en rien, non plus, une revalorisation pour les enseignant.es et CPE. Ils ont perdu plus de 20% de pouvoir d'achat sur les 20 dernières années et ce qui leur est proposé, c'est de travailler plus.

Ce pacte va induire entre les collègues des concurrences, alors que nous avons besoin de collectifs de travail pour travailler à la réussite de nos élèves.

Ce pacte va aggraver les inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Les chiffres sont pourtant éloquents : les hommes prennent plus d'HSA et sont mieux rémunérés parfois pour la même mission. Et face à ces inégalités bien réelles, alimentées par les primes et les missions supplémentaires, quelle est la réponse du ministère ? Mettre en place un pacte qui renforce l'usage des primes et des missions supplémentaires !

Le pacte va désorganiser les établissements et mettre en péril certains dispositifs et certaines missions existantes. Il vise à mettre en place des réformes qui donnent à l'école une orientation contraire à ses missions , notamment par la seule perspective d'adaptation des élèves au monde du travail, dont le symbole est la réforme du lycée professionnel appuyée par le pacte « voie pro ». L'école publique, laïque, a une mission émancipatrice bien plus ambitieuse avec un accès à une culture commune pour toutes et tous. Ainsi, nous rejetons le chantage qui consiste à conditionner à la signature du pacte, la mise en place de projets, la possibilité d'aider et d'accompagner nos élèves voire d'obtenir la mise en place des demi-groupes

Notre refus de signer ce pacte n'est pas un choix individuel en fonction de nos disponibilités ou de notre situation personnelle. Par le jeu de la concurrence entre collègues, arbitré par les chefs d'établissement, la mise en place du pacte entraînera une dégradation des conditions de travail, de rémunération des personnels et des conditions d'études de toutes et tous. C'est pourquoi notre démarche est collective !

Pour toutes ces raisons, nous, représentant.es des personnels d'enseignement, d'éducation du lycée XXXXXX , exigeons l'abandon du pacte.

*En cas de demande de mise au vote, ajouter « Le conseil d'administration soutient cette démarche et dénonce la mise en place du pacte. »*